

Rabinbach, Anson (Ed.), *The Austrian Socialist Experiment : Social Democracy and Austromarxism, 1918-1934*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Westview Special Studies in West European Politics and Society », 1985, 269 p.

Emmanuel Neuman

Volume 18, numéro 1, 1987

Pêches maritimes : nouveau contexte international et politiques contrastées

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702156ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702156ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Neuman, E. (1987). Compte rendu de [Rabinbach, Anson (Ed.), *The Austrian Socialist Experiment : Social Democracy and Austromarxism, 1918-1934*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Westview Special Studies in West European Politics and Society », 1985, 269 p.] *Études internationales*, 18(1), 260–262. <https://doi.org/10.7202/702156ar>

RABINBACH, Anson (Ed.), *The Austrian Socialist Experiment: Social Democracy and Austromarxism, 1918-1934*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Westview Special Studies in West European Politics and Society », 1985, 269 p.

En février 1984, cinquante ans après la débâcle de la première république autrichienne, le Centre d'Études européennes de l'Université Harvard a organisé un colloque auquel ont participé des spécialistes anglais, américains et européens parmi lesquels six historiens autrichiens. Leurs contributions réunies dans le présent volume essaient de faire le bilan d'une époque, d'une expérience socialiste et d'un pays tel qu'il avait été organisé ou désorganisé par le Traité de Saint-Germain-en-Laye du 10 septembre 1919. Vingt et un essais ont été groupés avec plus ou moins de logique en cinq parties qui traitent du paysage politique de la première république, du rôle de l'État et de la violence endémique au cours de la période sous revue, 1918-1934, du rôle des intellectuels viennois dans la social-démocratie autrichienne, dans l'édification de la doctrine politique de l'austro-marxisme, du socialisme municipal tel qu'il avait été conçu et pratiqué dans « Vienne-la-Rouge », enfin des faiblesses de la stratégie socialiste dans une perspective comparée, c'est-à-dire essentiellement dans une comparaison avec le parti socialiste allemand.

L'État autrichien établi par le Traité de Saint-Germain avait perdu les trois quarts de son territoire et de sa population d'avant-guerre. Il ne gardait que 26,3 % de la population et 23 % du territoire. Il avait également perdu son âme, en supposant qu'il avait jamais eu une âme. Robert Musil le décrit dans son *Homme sans qualités* comme la « Cacanie » (KK, kaiserlich und königlich). L'empereur d'Autriche était empereur à Vienne et roi de Hongrie à Budapest. Si l'empire avait été un assemblage de peuples parlant des langues différentes, ayant des confessions religieuses différentes et des tendances centrifuges, cela ne veut pas dire que les Habsbourgs n'avaient pas joué un rôle civilisateur dans l'Est de l'Europe. Mais qui trop embrasse, mal étirent. D'un autre côté, la république autrichienne,

malgré son homogénéité germanique était à plusieurs points de vue une création artificielle. Non seulement par la perte des sources d'approvisionnement et des marchés mais également par l'absence de consensus national. Les Autrichiens de l'entre-deux-guerres ne croyaient pas à la viabilité de leur État. Certains regardaient vers l'Allemagne et rêvaient d'un *Anschluss*, les autres, cléricaux ou socialistes, ne savaient pas à quel saint se vouer. Et puis, homogénéité linguistique ne veut pas dire unité nationale.

Les provinces habitées par des Italiens, des Croates, des Tchèques avaient été enlevées à la souveraineté autrichienne, mais l'Autriche proprement dite était composée de deux parties d'importance inégale et qui se sont avérées inconciliables à tel point qu'en février 1934, l'une a écrasé l'autre. Il y avait d'un côté Vienne-la-Rouge avec ses deux millions d'habitants et de l'autre côté les provinces agricoles, arriérées, avec des tendances politiques conservatrices et cléricales qui, en fin de compte, se sont mieux accommodées du national-socialisme que de la social-démocratie. Et comme si cela n'était pas suffisant, le parti socialiste dirigé par des intellectuels petits-bourgeois ne comprenait pas grand chose à la mentalité de la classe ouvrière au nom de laquelle il voulait parler. En février 1934, Otto Bauer, le chef du parti a laissé agir les formations militaires du *Schutzbund* mais il n'a pas su mobiliser les syndicats. La dichotomie Vienne-provinces a été fatale à la république. Elle a souligné le caractère artificiel de cet État sans chefs capables, sans conscience, qui quelques années plus tard, en mars 1938, s'est traîné devant Hitler.

Plusieurs collaborateurs du volume ont souligné le caractère sous-développé de l'Autriche d'entre les deux guerres. Une capitale macrocéphale, un chômage structurel qui n'était pas d'origine purement économique mais provenait en bonne partie de la masse de fonctionnaires et de pensionnés de l'empire qui était restée sans utilité dans les nouvelles frontières rétrécies, une animosité tribale entre Vienne et le reste du pays. Le noeud du problème était dans cette contradiction entre des provinces sous-développées et une capitale

qui était devenue inutile par le poids des chômeurs, par le divorce idéologique avec l'arrière-pays, par le manque de confiance dans l'avenir. La ville impériale devenue socialiste était dans la période 1919-1938, entre la signature du Traité de Saint-Germain et l'*Anschluss* une sorte de district fédéral d'un pays qui s'était tourné vers l'Allemagne même avant l'annexion.

L'un des auteurs dont l'essai sur Otto Bauer, le chef du parti socialiste pendant cette période, est inclu dans le volume, résume ainsi la situation du pays et du parti: le socialisme était limité à la capitale, le reste de l'Autriche étant composé d'une Autriche rurale, catholique et conservatrice; le parti social-démocrate était dominé par une idéologie rigide basée sur la lutte des classes, les socialistes étaient des idéalistes sans contact avec les réalités sociales et enfin, le chef, Otto Bauer, était un personnage ambivalent et incapable.

Alors que reste-t-il de l'expérience autrichienne, modèle de la social-démocratie d'avant la Seconde Guerre mondiale qui était considérée comme un exemple pour les autres partis socialistes européens de l'époque? L'impression qui se dégage de cette série d'essais forts intéressants par les informations fournies et par les témoignages des gens avertis, est que deux choses ont marqué de leurs empreintes l'Autriche et le socialisme européen. C'est d'un côté la politique sociale de Vienne-la-Rouge et de l'autre, la politique culturelle de ces petits-bourgeois affublés en socialistes qui n'ont fait en réalité que continuer les traditions de l'empire avec son hypocrisie, son moralisme étriqué et sa structure de classe.

La politique sociale, d'abord, avec ses trois volets: les logements sociaux, la santé et l'éducation des adultes avec les innombrables associations (*Vereine*) créées et patronnées par le parti. Jusqu'en février 1934, lorsque les socialistes ont été « délogés » de Vienne par les canons de Dolfuss, on avait construit 63,000 appartements sociaux. Ce tableau qu'on présentait triomphalement était loin d'être sans ombres, tant en ce qui concerne la qualité que la quantité. Les appartements étaient de trois types, de 38 m<sup>2</sup>, de 48 m<sup>2</sup> et de 57 m<sup>2</sup>. Aucun

ne possédait une salle d'eaux. Par contre, il y avait des installations collectives de bains et de lessive. Les extérieurs étaient impressionnants, les architectes leur avaient donné les aspects de grandioses cités ouvrières. Pour ce qui est de la quantité, ces constructions ne pouvaient abriter que 40 % des nouveaux mariés contre 50 % avant la guerre et avant le socialisme. Même selon les standards de l'époque, les dimensions et la satisfaction des besoins sociaux étaient fort restreintes.

Ce qui était original dans ce programme, c'était le mode de financement. Renonçant aux crédits garantis par des hypothèques, la municipalité socialiste de Vienne et le *Land* qu'elle formait dans la structure fédérale de l'État, ont recouru au financement par l'impôt, ce qui permettait de fixer des loyers symboliques. En 1928, le loyer payé par l'ouvrier viennois représentait moins de 5 % du salaire moyen. À la même époque, le loyer représentait (en 1929) 26,1 % du salaire de l'ouvrier américain. Il est vrai que les salaires étaient très bas en Autriche ce qui permettait au pays de maintenir sa compétitivité sur le marché extérieur.

Mais il y a un autre aspect sur lequel il faut s'arrêter dans la description de cette utopie petite-bourgeoise: le caporalisme édicté par les règlements intérieurs de ces cités ouvrières dans lesquels les « bonzes » qui dirigeaient le parti avaient imposé leurs vues. Car le modèle que copiaient les sociaux-démocrates autrichiens était l'église catholique. Ils édifiaient une sorte de contre-église dans laquelle régnaient un moralisme étriqué et un sexisme non dissimulé. Le sort des femmes de la classe ouvrière n'a pas été amélioré par l'expérience socialiste.

Pour ce qui est du programme culturel, plusieurs collaborateurs du volume attirent l'attention sur la persistance de l'atavisme petit-bourgeois, clérical, hiérarchique. Sur les murs des appartements sociaux on trouvait le portrait de l'empereur François-Joseph, des images religieuses ou purement et simplement des reproductions d'un mauvais goût criard: L'usage des titres honorifiques était courant dans Vienne-la-Rouge et les dirigeants socialistes se faisaient appeler *Camarade Docteur*,

*Camarade Directeur* ou *Camarade Conseiller*. Le chapitre sur la culture promue par le parti socialiste et les réalités de la classe ouvrière est révélateur à cet égard. Il a été rédigé par Helmut Gruber, un spécialiste des problèmes de la culture ouvrière autrichienne. Malgré l'influence de l'austro-marxisme et l'aura révolutionnaire dont il a bénéficié, quand on regarde de près, on constate que les réformes ont été modestes en substance et paternalistes dans la forme, en bonne partie parce que les dirigeants socialistes étaient des intellectuels petits-bourgeois qui ignoraient les réalités des conditions de vie et la mentalité de la masse ouvrière. Ils voulaient imposer leurs propres préjugés, leur propre mentalité et la distance entre ces cadres d'élite et les ouvriers n'a jamais été abolie.

Quand on analyse la tactique et la stratégie du parti socialiste, on constate que ces socialistes, plus préoccupés de leurs *Vereine* que des syndicats, n'ont pas réussi à mobiliser les ouvriers en février 1934 quand Dolfuss a porté le coup de grâce à la municipalité socialiste de Vienne. Ce qui a fait baisser les bras aux combattants des cités ouvrières n'ont pas été exclusivement les canons de l'armée, mais le fait que la nouvelle leur était parvenue que les trains circulaient comme si rien ne se passait. La grève générale était pour les socialistes autrichiens, comme pour Georges Sorel, un simple mythe.

Il est vrai que l'expérience autrichienne est pleine d'enseignements pour les politologues, même si tous les enseignements ne sont pas fournis par les participants au colloque de Harvard. Héritiers des libéraux du XIX<sup>ème</sup> siècle, les socialistes de Vienne se sont donnés des airs de révolutionnaires. Ils ont inscrit la dictature du prolétariat (bien qu'avec beaucoup de réserves) dans leur programme adopté par le congrès de Linz en 1926. Mais la révolution était un alcool trop fort pour ces *Herren Doktoren*, habitués des cafés viennois et des comités. On peut caractériser le colloque de Harvard comme le colloque de la nostalgie: où sont les valses d'antan?

Les problèmes que la première république avait à affronter étaient ceux de l'identité nationale, de la légitimité politique et la re-

cherche d'un consensus démocratique. Privée de traditions constitutionnelles, d'unité et d'instruments politiques capables de gouverner un État moderne, l'Autriche s'est débattue pendant une longue période. La situation économique du marché intérieur, la crise qui s'est déclenchée en 1929 dans le monde entier, l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933 n'ont pas facilité la tâche des politiciens qui n'avaient pas l'étoffe d'hommes d'État, ni la charge de l'électorat habitué à vénérer l'empereur. L'un des politologues autrichiens, qui a participé au colloque, Anton Pelinka, professeur à l'Université de Innsbruck, déclare que son pays peut être classé parmi les États politiquement sous-développés, incapables de résister au fascisme, dans la même catégorie que la Bulgarie, la Roumanie ou le Portugal, avec un régime parlementaire récemment introduit et de fortes traditions féodales. Si à ces causes de déséquilibre politique on ajoute la tradition antisémite encouragée par l'épiscopat catholique et l'ombre national-socialiste qui se profilait d'au delà des frontières, il est clair que ce qui restait de l'ancien empire des Habsbourgs était condamné d'avance. Le rôle civilisateur que l'administration autrichienne avait joué en Hongrie, dans les provinces tchèques, en Croatie était indéniable. Mais voilà l'élément tragique: Après 1919 les Autrichiens qui avaient si bien administré tant de peuples, étaient incapables de se gouverner eux-mêmes. Dans une période de prospérité comme l'après-guerre, les Autrichiens se sont accommodés de la situation avec des hommes de si petit calibre tels Kreisky et son ami Waldheim. Mais dans une période de crise nationale, politique et économique comme l'après-guerre de 1919-1938, les masses autrichiennes se sont jetées comme des midinettes dans les bras de Hitler. Ce n'était pas une tragédie mais une mauvaise opérette, avec des Gretchen et des « Docteurs ».

Emmanuel NEUMAN

*Institut International des Sciences Administratives  
Bruxelles, Belgique*